

*Relations Nord-Sud*

[Français]

Ce sera malheureux si nous n'avons pas de nouvelles idées ou de nouvelles politiques pour relever les défis auxquels nous nous heurtons en matière de politique internationale, et si nous attendons toujours que les pays occidentaux se mettent d'accord avant d'agir pour résoudre un problème international. Dans certains cas, nous devons nous efforcer d'agir en tant que membre sérieux de l'Alliance occidentale, savoir un membre sur qui on peut compter. Dans d'autres cas, nous devons être prêts à agir de notre propre chef et, comme le groupe de travail l'indiquait, nous fonder sur la tradition bien établie de notre participation et de notre leadership dans les affaires mondiales.

[Traduction]

Permettez-moi premièrement, monsieur l'Orateur, d'aborder certaines considérations fondamentales au sujet de notre rôle au sein de l'OTAN bien que le député de Victoria (M. McKinnon) ait l'intention d'en parler de façon plus détaillée. Il ne fait aucun doute, Votre Honneur, que notre engagement à l'égard de la défense collective des pays démocratiques et industrialisés de l'Ouest est au cœur de notre politique étrangère. Au cours des dix dernières années, après un départ plutôt incertain, le Canada a reconfirmé son engagement envers l'OTAN et à l'égard des accords bilatéraux de défense qu'il a signés avec les États-Unis. Après des efforts politiques et diplomatiques considérables, nous avons été accueillis au sein du conseil le plus haut de l'Ouest, le sommet économique des plus grandes puissances industrialisées du monde. Ces engagements sont d'une importance vitale. J'admets sans réserve que nous devons jouer un rôle à notre mesure dans la défense collective de l'Ouest et que nous ne pouvons exercer aucune influence sur nos alliés s'ils croient que nous ne faisons pas notre juste part.

Le gouvernement dont je faisais partie a assuré à nos partenaires de l'OTAN qu'ils pouvaient compter sur le Canada pour renouveler l'équipement des Forces armées canadiennes en Europe et accroître leurs effectifs ainsi que pour contribuer aux entreprises communes, notamment le système aéroporté d'alerte avancée. Même si je suis bien consciente de l'importance de ces obligations, je me demande maintenant si nous faisons un bon usage de nos droits de membres de l'alliance. Nous ne pouvons certes pas nous contenter de demeurer silencieux et d'attendre que les autres États se mettent d'accord. Or, cela semble être la ligne de conduite qu'a adoptée le gouvernement. Quelle est notre position, par exemple, en ce qui concerne les négociations avec l'Union soviétique au sujet de l'armement? Le premier ministre a abordé ce point mais il s'est gardé d'entrer dans le détail.

J'aimerais savoir quelles propositions le Canada peut faire pour assurer davantage la réussite de cette initiative. Comment réagissons-nous face au renforcement militaire soviétique en Europe centrale et par quels moyens allons-nous mettre en œuvre l'engagement que vient de prendre l'OTAN d'exiger que l'Union soviétique fasse preuve de modération et de réciprocité?

Compte tenu de la situation actuelle en Pologne, il est maintenant plus urgent que jamais d'exiger de la modération de la part des Soviétiques. Les décisions inquiétantes que ces derniers ont prises depuis une semaine ne font une fois de plus que souligner la gravité de la situation. Rien ne menace

davantage la détente et son évolution. Il nous incombe donc de persuader l'Union soviétique par tous les moyens possibles de s'abstenir d'attaquer la Pologne.

● (1600)

La Pologne est signataire de la Déclaration d'Helsinki sur laquelle nous avons tant insisté dans le cadre de notre politique étrangère envers l'Europe de l'Est. Il ne suffira pas de condamner en termes modérés l'invasion soviétique une fois accomplie, comme la chose s'est produite dans le cas de l'Afghanistan. Les alliés de l'OTAN doivent utiliser personnellement et collectivement chaque instrument et moyen diplomatique à leur disposition pour inciter l'Union soviétique à se contenir. Nous souhaitons qu'on laisse les Polonais définir leur propre avenir politique.

Malheureusement, depuis l'après-guerre, on a accepté une sphère d'influence soviétique en Europe de l'Est. Toutefois, cela ne signifie pas que nous sommes indifférents au sort de la Pologne. Nous ne pouvons pas dire non plus que nous n'avons aucune influence sur l'Union soviétique.

Les alliés doivent être résolus collectivement à exercer la plus grande influence possible, afin d'aider les Polonais à préserver cette liberté d'action limitée pour laquelle ils ont lutté avec tant d'acharnement. N'espérons pas y parvenir uniquement par une diplomatie feutrée. Il faut exprimer publiquement et franchement nos préoccupations, et le gouvernement actuel laisse fort à désirer à cet égard.

Tout en faisant notre part pour aider les habitants d'Europe centrale, il ne faut pas perdre de vue notre intérêt primordial à l'égard du désarmement. Qu'est-il advenu de l'initiative gouvernementale annoncée dans le discours du trône au sujet du désarmement? Bien sûr, nous avons un ambassadeur chargé du désarmement, mais lui a-t-on permis de proposer de nouvelles mesures ou d'attirer l'attention du public sur ces problèmes?

Depuis des années, je suis impressionnée par le nombre d'analystes de politique étrangère sérieux et déterminés, qui aboutissent à la conclusion qu'il faut prendre des mesures radicales pour ralentir la course aux armements. Tout récemment, dans un article du *Wall Street Journal*, le plus éminent des analystes américains, George Kennan, préconisait une nouvelle approche en matière de contrôle de l'arsenal nucléaire. Il demandait de mettre de côté toutes les arguties et les arguments techniques qui aboutissent invariablement à des demandes d'armes additionnelles. Il proposait que les États-Unis fassent une démarche auprès de l'Union soviétique afin que les deux États conjuguent leurs efforts et réduisent, dans un éclair de raison et dans leur intérêt commun, la puissance destructive de leur arsenal nucléaire respectif.

Si, dans les années 50, on croyait que plusieurs centaines de bombes nucléaires constituaient une force de dissuasion redoutable, on constate aujourd'hui que les deux superpuissances déploient chacune des milliers de missiles atomiques. Des milliers d'autres sont en cours de fabrication, et il semble que les deux superpuissances se sentent toujours aussi vulnérables et incertaines quant à leur puissance de feu et quant à la puissance et aux intentions de l'autre.

Il est manifeste que certains proches du président Reagan voudraient faire remettre à plus tard les mesures de contrôle des armements, mais ce n'est pas une raison pour abandonner la tâche nous aussi. Au contraire, cela ne fait qu'accroître l'obligation qui pèse sur nous de chercher de nouvelles voies et